

Informations Rapides

24 mars 2017 - n° 83

Principaux indicateurs

■ Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 4^e trimestre 2016

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit au quatrième trimestre

Au quatrième trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume* accélère : +0,4 %, après +0,2 % au troisième trimestre. En moyenne sur l'année, l'activité progresse de 1,1 %, soit quasiment autant qu'en 2015 (+1,2 %). Hors correction des jours ouvrés, la croissance du PIB s'établit à +1,2 % en 2016, après +1,3 % en 2015.

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent au quatrième trimestre (+0,6 % après +0,1 %), de même que la formation brute de capital fixe (FBCF ; +0,5 % après +0,2 %). Au total, la demande intérieure finale hors stocks est plus dynamique et contribue davantage à la croissance : +0,5 point après +0,2 point.

Les exportations sont plus vigoureuses (+1,3 % après +0,8 %) tandis que les importations ralentissent (+0,9 % après +2,7 %). Au total, le solde extérieur contribue légèrement à la croissance du PIB au quatrième trimestre : +0,1 point après -0,6 point. À l'inverse, les variations de stocks y contribuent négativement (-0,2 point après +0,7 point).

Le pouvoir d'achat ralentit au quatrième trimestre 2016 mais accélère sur l'ensemble de l'année

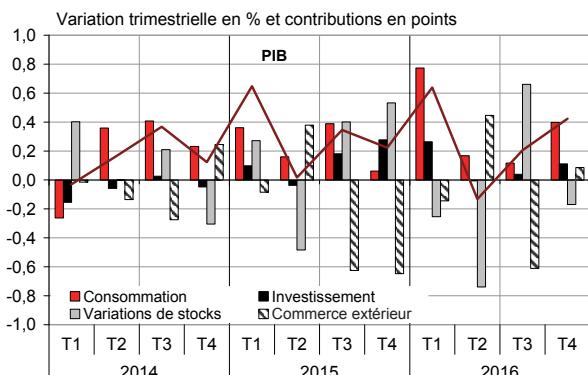
Le revenu disponible brut (RDB) des ménages ralentit au quatrième trimestre 2016 (+0,4 % après +0,7 %), surtout du fait d'un rebond des impôts courants sur le revenu et le patrimoine des ménages. En effet, l'impôt sur le revenu repart à la hausse (+1,3 %) après s'être replié au troisième trimestre (-1,1 %) avec l'aménagement du barème de l'impôt pour soutenir le revenu des ménages modestes.

En outre, les prestations sociales en espèces ralentissent un peu (+0,3 % après +0,5 %), la montée en charge de la prime d'activité arrivant progressivement à terme. Les cotisations sociales à la charge des ménages augmentent quasiment comme au troisième trimestre (+0,7 % après +0,6 %).

À l'inverse, les revenus d'activité sont un peu plus dynamiques : la masse salariale accélère ce trimestre (+0,7 % après +0,5 %), du fait de l'emploi et du salaire moyen par tête.

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Le produit intérieur brut et ses composantes



Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

	2016	2016	2016	2016	2015	2016
	T1	T2	T3	T4		
PIB	0,6	-0,1	0,2	0,4	1,2	1,1
Importations	0,4	-1,4	2,7	0,9	6,4	3,6
Dép. conso. ménages	1,3	0,1	0,1	0,6	1,5	1,8
Dép. conso. APU*	0,4	0,4	0,3	0,3	1,4	1,4
FBCF totale	1,2	0,0	0,2	0,5	0,9	2,8
dont ENF**	2,1	-0,1	-0,1	0,8	2,7	4,0
dont ménages	0,6	0,5	0,7	0,8	-0,8	2,1
dont APU*	-0,9	-0,6	0,3	-1,1	-3,9	-0,7
Exportations	-0,2	0,0	0,8	1,3	6,0	1,2
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	1,0	0,2	0,2	0,5	1,3	1,9
Variations de stocks	-0,3	-0,7	0,7	-0,2	0,2	0,0
Commerce extérieur	-0,1	0,4	-0,6	0,1	-0,3	-0,8

*APU : administrations publiques

**ENF : entreprises non financières

Source : Insee

Comptes d'agents

	2016	2016	2016	2016	2015	2016
	T1	T2	T3	T4		
Taux de marge des SNF* (niveau)	32,0	31,6	31,6	31,5	31,4	31,7
Pouvoir d'achat du RDB** des ménages	0,6	0,3	0,6	0,1	1,6	1,9

*SNF : sociétés non financières

**RDB : revenu disponible brut

Source : Insee

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2015	2016
Production branche	0,7	-0,2	0,4	0,6	1,3	1,4
Biens	0,2	-0,7	0,1	1,0	1,2	0,1
Ind. manufacturière	0,4	-1,1	0,6	0,7	1,5	0,5
Construction	0,4	-0,3	0,9	0,2	-2,2	0,7
Services marchands	1,1	-0,1	0,6	0,6	1,8	2,2
Services non marchands	0,4	0,3	0,2	0,2	1,0	1,2
Consommation des ménages	1,3	0,1	0,1	0,6	1,5	1,8
Alimentaire	0,5	-0,6	0,8	-0,4	1,2	0,8
Énergie	1,9	2,1	-1,4	3,8	1,4	1,8
Biens fabriqués	2,2	0,3	-1,1	0,9	2,6	2,4
Services	0,9	-0,2	0,5	0,3	1,0	1,5
FBCF	1,2	0,0	0,2	0,5	0,9	2,8
Produits manufacturés	2,5	-0,1	-2,3	1,3	2,1	5,5
Construction	0,4	-0,1	0,6	0,2	-2,2	0,9
Services marchands	1,4	0,2	1,3	0,5	4,4	3,5

Source : Insee

Revenu disponible brut et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2015	2016
RDB	0,5	0,3	0,7	0,4	1,4	1,9
RDB (pouvoir d'achat)	0,6	0,3	0,6	0,1	1,6	1,9
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,5	0,1	0,5	0,0	1,2	1,4
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,5	0,3	0,6	0,1	1,6	1,8
Taux d'épargne (niveau)	14,3	14,4	14,9	14,5	14,5	14,5
Taux d'épargne financière (niveau)	5,4	5,3	5,7	5,2	5,5	5,4

* uc : unité de consommation

Source : Insee

Ratios des comptes des sociétés non financières

niveaux en %, données CVS-CJO

	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2015	2016
Taux de marge	32,0	31,6	31,6	31,5	31,4	31,7
Taux d'investissement	23,3	23,4	23,4	23,4	22,9	23,4
Taux d'épargne	21,2	20,6	20,7	20,6	19,7	20,8
Taux d'autofinancement	90,8	87,9	88,6	87,7	86,3	88,7

Source : Insee

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2015	2016
<i>En milliards d'euros</i>						
Dépenses totales	312,6	313,9	315,7	314,9	1244,0	1257,0
Recettes totales	294,2	295,1	294,8	297,2	1165,3	1181,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-18,4	-18,7	-21,0	-17,7	-78,7	-75,7
<i>En % de PIB</i>						
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-3,3	-3,4	-3,8	-3,2	-3,6	-3,4

Source : Insee

Pour en savoir plus :

- Des données complémentaires (séries longues depuis 1949, méthodologie, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : [page des comptes trimestriels sur www.insee.fr](#)
- Les séries longues sont également disponibles dans la BDM : [G1540](#), [G1548](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
-  Suivez-nous aussi sur [Twitter @InseeFr](#)

Les prix de la consommation des ménages augmentent légèrement plus vite au quatrième trimestre (+0,3 % après +0,1 %), de sorte que le pouvoir d'achat ralentit plus nettement que le RDB (+0,1 % après +0,6 %). Cependant, sur l'ensemble de l'année, il accélère (+1,9 % après +1,6 % en 2015). Mesuré par unité de consommation pour le ramener à un niveau individuel, il croît de 1,4 % en 2016, après +1,2 % en 2015.

Comme la consommation des ménages est plus dynamique que leur pouvoir d'achat, leur taux d'épargne diminue au quatrième trimestre : il s'établit à 14,5 % de leur revenu, après 14,9 % au troisième trimestre. En moyenne sur l'année, il est stable à 14,5 %.

Le taux de marge des sociétés non financières est quasi stable à 31,5 % fin 2016

Au quatrième trimestre 2016, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) est quasi stable, à 31,5 % (après 31,6 %). Les salaires réels augmentent légèrement plus vite que les gains de productivité tandis que la prime à l'embauche dans les PME monte en charge.

En moyenne sur l'année, le taux de marge des SNF augmente de 0,3 point, à 31,7 % en 2016. L'amélioration des termes de l'échange due à la baisse des prix de l'énergie ainsi que les baisses de cotisations sociales le soutiennent. À l'inverse, les salaires réels augmentent plus que la productivité, limitant sa progression.

Le besoin de financement des administrations publiques diminue

Le déficit des administrations publiques diminue de 0,6 point de PIB au quatrième trimestre 2016, à 3,2 % après 3,8 %. Sur l'année, il s'établit à 3,4 % du PIB (estimation cohérente avec la première évaluation du compte annuel notifié à la Commission européenne).

Les dépenses se replient au quatrième trimestre. D'une part, la contribution de la France au budget européen diminue, à la suite de l'intégration des derniers budgets rectificatifs. D'autre part, la charge des intérêts sur la dette se replie. De leur côté, les recettes rebondissent du fait du dynamisme des impôts courants sur le revenu et le patrimoine des sociétés et des ménages. En outre, les cotisations sociales accélèrent, en phase avec la masse salariale.

Révisions

La croissance du PIB est confirmée à +0,4 % au quatrième trimestre 2016 et à +1,1 % en 2016. De légères révisions des différents agrégats se compensent ; elles tiennent principalement à la révision des indicateurs et à l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.